



Les droits de la personne à l'Américaine

Par [Zehira Houfani Berfas](#)

Mondialisation.ca, 22 août 2003

Projet Solidarité Irak 4 août 2003

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Depuis que les États-Unis se sont approprié leur pétrole, les Irakiens survivent de charité

Plus de 4 millions d'Irakiennes et Irakiens ont perdu leur emploi suite à l'invasion de leurs pays par les États-Unis. Pour évaluer l'étendue du drame que représente ce chiffre, il faut le multiplier par cinq pour avoir les 20 millions d'Irakiens (femmes et enfants) qui survivent de tout et de rien dans l'indifférence des nouveaux maîtres de l'Irak, occupés à leur stratégie de pillage et de sous-traitance du pouvoir dans ce pays.

Depuis les premiers bombardements à ce jour, soit près de 6 mois, les travailleurs et leurs familles sont sans ressources et leur situation se détériore de jour en jour. Pour revendiquer dans ce qu'on appelle pompeusement le «new Irak», ils ont créé l'Union des travailleurs sans emploi. Cette organisation a fait de nombreuses démarches auprès des forces d'occupation, sans le moindre résultat. Elle a une nouvelle fois mobilisé ses membres pour une autre manifestation ce mardi 29 juillet sur la rue Abou Nouas. Le rendez-vous a eu lieu dans l'édifice d'une ancienne banque brûlée durant la guerre, et dans laquelle le parti communiste irakien a élu domicile.

D'ailleurs, les travailleurs sans emploi n'étaient pas seuls à ce rendez-vous. D'autres groupes d'action, tels l'Organisation pour la liberté de la femme irakienne, le Syndicat des travailleurs irakiens, entre autres, sont venus les soutenir. Il y avait une grande effervescence tout autour des locaux du parti. Environ 800 personnes rassemblées par petits groupes animaient la rue, tandis que dans les bureaux, à l'intérieur de l'édifice, se déroulaient des entrevues et autres rencontres avec les journalistes venus couvrir l'événement. On finissait de préparer pancartes et slogans.

«C'est la 8e manifestation que nous faisons depuis le 1er mai 2003», déclare Kacem Madi, secrétaire général de l'Union des travailleurs sans emploi. Il soutient que cette action sera différente des 7 autres qui l'ont précédée. Les manifestants sont prêts à poursuivre leur action jusqu'à l'obtention de leurs droits, c'est-à-dire un emploi ou une allocation de chômage. En réalité, ils savent tous qu'ils n'auront pas d'emploi, puisque toutes les infrastructures qui ont été détruites par l'armée étasunienne sont restées en l'état. Et même les commerçants ne peuvent plus travailler du fait des bandits et autres voleurs qui les dépouillent de leur marchandises en chemin. Pour tous ces travailleurs, l'Union demandent une allocation chômage jusqu'à ce que les forces d'occupation rétablissent la sécurité et l'emploi en Irak.

Il n'y a pas encore de statistiques pour savoir exactement combien d'Irakiennes et d'Irakiens ont perdu leur emploi du fait de la guerre. Selon Kacem, il y en aurait environ 4 millions. Parmi eux, une grande majorité qui ne dispose d'aucun revenu depuis six mois. «C'est en soi une véritable tragédie pour ces familles qui ont déjà tant perdu dans cette guerre», souligne Kacem

Madi.

L'Union qu'il représente a organisé 8 manifestations pour les mêmes revendications: un emploi ou une allocation de chômage. «À chaque manifestation, raconte-t-il, les représentants des forces d'occupation nous reçoivent, discutent avec nous, nous promettent de régler le problème, mais, toutes les fois, les promesses ne sont pas tenues et nous sommes obligés de descendre à nouveau dans la rue». Du Major Patterson à David Jones (du programme pétrole contre nourriture) en passant par d'autres responsables américains, militaires et civils, l'Union n'a rien obtenu que des promesses sans lendemain. D'où le changement décidé dans son programme d'action.

La manifestation de ce mardi a lieu sous une chaleur torride et les manifestants, nullement découragés, criaient des slogans pour la démocratie, l'emploi et la fin de l'occupation. La manifestation s'est ensuite dirigée au siège du Conseil «qu'on appelle communément El-Beit Al-madani. Pendant près d'une heure les manifestants ont scandé leurs slogans devant l'édifice gardé par les soldats américains équipés d'artillerie lourde. Plus tard, la manifestation a viré au sit-in. C'était la nouvelle initiative introduite dans le programme de protestation de l'Union des travailleurs sans emploi. Ils avaient pris la résolution d'établir une tente en face de l'édifice et de marquer une présence permanente. Ils appellent cette action « la désobéissance civile». Tout ce qu'ils eurent des Américains, c'est un ultimatum «à la Bush»: Dispersez la manifestation, sinon pas de discussion!

Évidemment, les travailleurs irakiens, encouragés par la présence des médias et les messages de soutien qui parvenaient de l'extérieur et surtout, instruits par les précédentes rencontres infructueuses, refusent de se soumettre et décident de poursuivre leur action et de camper sur le site comme prévu. N'est-ce pas un droit démocratique que de manifester pacifiquement? Pourtant, les choses vont vite virer à la dictature. À 20h30, une première visite des soldats venus demander aux manifestants de quitter les lieux. Ces derniers exhibent l'autorisation de manifester qui leur a été accordée et refusent d'obtempérer. Les 3 soldats sont repartis pour revenir plus nombreux vers 1h du matin, pendant le couvre-feu. Ils ne sont pas venus pour discuter. Ils ont envahi la tente et arrêté toute la permanence, soit 21 personnes, qui seront emmenées et enfermées dans une salle. On les a rassemblées dans un angle de la pièce, on les a faits asseoir au sol et on les a isolés avec des barbelés. Ils ont été détenus dans ces conditions, sans eau, sans nourriture jusqu'au lendemain 11 heures. «On ne pouvait même pas bouger, déclare Ali Djaafri, la cinquantaine passée, j'avais très mal aux genoux et aux jambes, mais à chaque fois que j'essayais de me mettre debout pour soulager ma douleur, les soldats me criaient » sit down! « . C'était très humiliant. À aucun autre moment de l'occupation, mon ressentiment envers les soldats américains n'a été aussi fort. J'ai pleinement pris conscience de ma situation de colonisé et j'avais honte devant les plus jeunes Irakiens du groupe. J'aurais préféré être mort que de vivre cela à 58 ans».

Amar Djaafri est l'un des 120 000 membres de l'Union des travailleurs sans emploi. Il a travaillé toute sa vie dans une administration locale qui a complètement brûlé après avoir été pillée et vandalisée comme la grande majorité des infrastructures de l'État irakien. Le pays n'était pas à la fine pointe de la technologie. Presque tout fonctionnait en version papier: université, administration, hôpitaux, etc. Toutes leurs archives ont péri dans les feux. Ce qui fait dire à Khaled, un autre travailleur sans emploi: «Aucun autre pays n'a connu le type de colonisation que nous vivons en Irak. L'armée étasunienne a rasé tout ce qui constituait la vie irakienne. Nous n'avons plus de repères où que ce soit.»

Par le fait de brûler les archives d'un État, de détruire l'histoire et la culture d'un peuple, les Etats-Unis, il est vrai, ont commis un crime sans précédent.

Que ce soit pour les travailleurs, pour les étudiants ou pour toute autre partie de la société irakienne, ils sont unanimes pour dire que l'avenir n'augure rien de bon. Et tous s'y préparent, notamment en s'organisant pour lutter contre l'occupation de leur pays. «Il y a 35 millions d'Américains qui vivent dans la pauvreté et l'injustice aux Etats-Unis, c'est impensable que les autorités américaines établissent une démocratie pour les Irakiens!déclare Kacem de l'Union des travailleurs sans emploi».

La source originale de cet article est Projet Solidarité Irak
Copyright © [Zehira Houfani Berfas](#), Projet Solidarité Irak, 2003

Articles Par : [Zehira Houfani](#)
[Berfas](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca